

DE
LA LÉGISLATION CIVILE

DANS
LE NOUVEAU ROYAUME D'ITALIE

PAR
PAUL GIDE
AGRÉGÉ A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.



PARIS
AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE CUJAS, 9 (ANCIENNE RUE DES GRÈS, 7).

—
1866



PROVINCIA DI TORINO
BIBLIOTECA

Legato **Anselmi**

OA. - b

475

DE LA LÉGISLATION CIVILE

DANS

LE NOUVEAU ROYAUME D'ITALIE

(Extrait de la *Revue historique de droit français et étranger*,
numéro de juillet-août 1866.)

DE
LA LÉGISLATION CIVILE

DANS

LE NOUVEAU ROYAUME D'ITALIE

PAR

PAUL GIDE
AGRÉGÉ A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

PARIS

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE CUJAS, 9 (ANCIENNE RUE DES GRÈS, 7)

—
1866



BIBLIOTECA CIVILE

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

LIBRO

DE LA LÉGISLATION CIVILE

DANS LE NOUVEAU ROYAUME D'ITALIE.

I

L'année 1866 restera peut-être comme une date mémorable dans l'histoire de la législation européenne. C'est le 1^{er} janvier de cette année qu'un nouveau Code civil a commencé de régner en Italie, et que cette multitude de codes, de coutumes, de statuts, si variés et souvent si surannés, qui se partageaient la Péninsule, a fait place à une loi uniforme et animée de l'esprit moderne. Ce fait considérable a été peu remarqué en France¹. L'attention publique, captivée tout entière par les grands événements politiques dont l'Italie est le théâtre, a laissé passer presque inaperçue une révolution législative accomplie sans éclat et sans bruit. Peut-être cependant y aurait-il quelque intérêt, pour le jurisconsulte et le publiciste, à comparer ces nouveaux codes à ceux qui les ont précédés ou leur ont servi de modèle, et à rechercher si l'un des peuples les plus libres et les plus éclairés de l'Europe moderne n'a pas su faire faire un pas de plus à la science de la législation. Dans l'ordre civil, non moins que dans l'ordre politique, une sorte de solidarité unit entre elles toutes les nations européennes, et ce qui se passe chez nos voisins ne saurait demeurer sans action sur nos propres destinées. Au commencement de ce siècle, nos codes, issus de la Révolution, ont étendu leur empire ou leur influence sur tout le centre et le midi de l'Europe, et leur autorité morale, plus durable que nos conquêtes militaires, a survécu, en Allemagne comme en Italie, à la domination française. Mais depuis un demi-siècle, les lois de ces États, formées d'abord à l'école de la nôtre, se sont développées, se sont émancipées, et elles peuvent aujourd'hui fournir en retour au législateur français plus d'un utile enseignement. Si nous prenions la peine de les

¹ Il a cependant fait l'objet d'une étude approfondie de M. Huc, que j'aurai plusieurs fois à citer : *le Code civil d'Italie et le Code Napoléon*.

étudier, peut-être verrions-nous plus d'une réforme civile, repoussée parmi nous comme impraticable, s'établir et fonctionner avec succès de l'autre côté de la frontière. Or, la frontière n'est plus une barrière aujourd'hui : aujourd'hui, les peuples échangent librement entre eux leurs idées comme leurs marchandises, et toute innovation juridique qui, chez nos voisins, aura subi avec succès l'épreuve de l'expérience, sera bien près de se réaliser chez nous.

A ce point de vue, l'examen des diverses réformes législatives que vient de tenter la jeune Italie ne saurait être pour nous sans utilité et sans profit. Mais avant de les examiner dans leurs détails, je voudrais, s'il était possible, les caractériser dans leur ensemble et marquer en quelques traits le chemin que la loi italienne a dû suivre pour parvenir au rang avancé qu'elle occupe aujourd'hui parmi les législations européennes.

L'Italie a-t-elle vraiment, comme la France ou comme l'Angleterre, un droit qui lui appartienne en propre et qu'on puisse qualifier de droit italien ? On est tenté d'en douter lorsqu'on jette un regard superficiel sur l'histoire de cette contrée. Il semble qu'un pays, que tant de maîtres étrangers se sont disputé et partagé tour à tour, ait dû changer incessamment de lois comme de maîtres, et ignorer jusqu'à ce jour les bienfaits d'une loi civile uniforme, stable et vraiment nationale. Mais ces apparences sont trompeuses ; le droit civil, dans l'humble sphère où il se renferme, demeure à l'abri des brusques orages qui agitent et bouleversent le droit politique ; expression fidèle et constante du caractère d'une nation, il ne se transforme qu'avec lui, c'est-à-dire par un progrès lent et régulier. Ainsi en est-il, en particulier, du droit civil de l'Italie. Sous les formes diverses que les changements politiques lui ont imprimées, on retrouve un fonds toujours identique, une tradition toujours persistante. Cette tradition, c'est celle de l'ancienne Rome. Malgré la chute de l'empire, malgré tant d'invasions répétées, la classique Italie est toujours restée latine, dans son droit comme dans sa littérature, dans ses arts et dans ses mœurs. Durant cette longue période de barbarie et de ténèbres qui s'étend depuis le siècle de l'invasion jusqu'à celui de la Renaissance, c'est l'Italie qui, riche encore des plus précieux débris du passé, est restée, comme dans l'antiquité, le centre de la civilisation et le foyer

des lumières. Il n'est pas de pays en Europe qui ait été si souvent la proie des Barbares, et cependant il n'en est pas qui ait gardé si peu de traces de leur passage. Ces rudes guerriers du Nord, une fois descendus dans la molle Italie, fondaient comme une avalanche de neige dans la tiède atmosphère des vallées. « Quiconque se mêle aux Italiens, disait le Goth Cassiodore, devient bientôt le sujet de la loi romaine¹. » Les Lombards eux-mêmes, les plus féroces d'entre les Germains, ne purent résister longtemps à cette influence; d'ailleurs, ils ne parvinrent jamais à réduire l'Italie tout entière, et même aux jours les plus sombres de la tyrannie lombarde, un reflet de la civilisation grecque éclairait encore la côte orientale de la Péninsule, depuis Bari jusqu'à Ravenne. Enfin, quelques siècles plus tard, lorsque la paix de Constance eut délivré les villes italiennes du joug de l'étranger et les eut rendues maîtresses de leurs destinées, on les vit revenir aussitôt, comme par un mouvement naturel, à ces institutions de l'antiquité dont elles n'avaient jamais perdu la mémoire. Du milieu de la barbarie féodale qui pesait alors sur toute l'Europe, l'on vit surgir soudain, dans la Lombardie et la Toscane, un groupe de petites républiques organisées sur le modèle des démocraties grecques et latines. Rien ne manquait à la ressemblance; on retrouvait dans ces nouveaux municipes et les comices populaires, et les consuls annuellement élus par le peuple, et les magistrats chargés de veiller sur les mœurs, et les lois somptuaires; tout, jusqu'aux arts délicats, jusqu'aux mœurs élégantes et corrompues de la civilisation païenne. La liberté, dans ces démocraties comme dans celles de l'antiquité, n'était que la participation de tous les citoyens à l'exercice d'une puissance publique souvent inquisitoriale et oppressive. Le pouvoir féodal, tout-puissant partout ailleurs, s'inclinait ici devant le pouvoir populaire. Tandis que les humbles communes du Nord, encore mal affranchies du servage, avaient besoin de placer leurs libertés naissantes sous la tutelle d'un suzerain, dans les républiques italiennes, au contraire, c'étaient les nobles qui venaient briguer le droit de bourgeoisie et mettre leur épée au service de la cité². Dans leur droit civil, de même que dans

¹ « Juri romano servit quidquid sociatur Italiæ. » *Varia*, I, 27.

² « Ex quo fit, ut... vix aliquis nobilis vel vir magnus tam magno am-

leur droit politique, ces républiques demeurèrent fidèles à la tradition romaine ; le droit germain, violemment importé par les Lombards, n'avait laissé chez elles que de faibles traces, et chacune d'elles aurait pu inscrire dans son code ces mots de l'antique statut de Pise : « La loi de cette ville est la loi romaine mêlée de quelques restes de loi lombarde, *retentis quibusdam de lege longobarda.* » Dans tous ces statuts municipaux, que l'érudition italienne s'applique de nos jours à remettre en lumière, je vois reparaître les institutions les plus caractéristiques de l'ancienne Rome : la puissance paternelle, rigoureuse et perpétuelle, renforcée d'un côté par la prohibition du sénatus-consulte macédonien, et tempérée de l'autre par l'admission des divers pécules ; l'inaliénabilité dotale, avec tous les principes qui s'y rattachent, hypothèque privilégiée, prohibition des dons entre époux, sénatus-consulte velléen ; le testament, solennel dans sa forme et absolu dans ses effets, comme une loi¹. Il n'est pas jusqu'aux rares institutions empruntées au droit féodal et germanique qui n'aient changé de caractère, et qui, sous la plume des jurisconsultes italiens, n'aient dû revêtir une forme et une physionomie romaines ; si, par exemple, la plupart de ces statuts municipaux s'accordent à priver les femmes de leur part dans les héritages, ce n'est pas dans les principes féodaux que les juristes italiens vont chercher la source de cette exclusion, c'est dans la loi Voconia et la loi des XII Tables. « C'est avec raison, disait le Milanais Verri², que nos ancêtres sont revenus au système des XII Tables que Justinien avait abrogé, et en rétablissant les antiques privilèges de l'agnation, ont assuré la splendeur des familles, et par là la richesse et la puissance de la cité. »

J'ai dû m'arrêter quelques instants sur ces siècles si éloignés et si oubliés de nos jours, car il n'est pas de plus grande époque dans toute l'histoire de l'Italie moderne. C'est alors, et alors seulement, si nous ne regardons qu'au passé, que l'Italie, un « *bitu inveniri queat, qui civitatis suæ non sequatur imperium.* » Otto Frisingensis, l. II, c. 13.

¹ *Monumenta hist. Patriæ*, t. II, *leges munic.*, Aug. Taur., 1838. *Statuti ined. di Pisa*, édition Bonaini, Firenze, 1854-57. *Monumenta hist. ad prov. Parmensem et Placentinam pert. Statuta*, Parme, 1856-1860. *Consuetud. Baresi*, édition Pétroni, Nap., 1860, etc.

² *De ortu et progressu juris mediolanensis prodromus.* Mediolani, 1747.

moment maîtresse d'elle-même, put montrer ce dont elle était capable et déployer, dans la législation comme dans les lettres et les arts, toutes les ressources de son génie. Mais ces jours de gloire furent bien courts; la civilisation avait été trop précoce sous ces heureux climats pour être durable et féconde. Éclore avant la saison, au sein de la barbarie du moyen âge, elle était destinée à se flétrir avant l'heure, sans laisser après elle les fruits qu'elle avait promis. Le seizième siècle, qui ouvrit pour les peuples du Nord l'ère du progrès et des lumières, fut, pour les cités italiennes, le commencement de la décadence. Dirai-je ce que devinrent alors les statuts municipaux des villes lombardes et toscanes, après que ces fières démocraties se furent courbées sous le joug de l'étranger? ce serait une triste et inutile histoire. C'est aux sources vives des libertés publiques et de l'indépendance nationale que s'était alimenté le développement du droit civil; ce développement s'est arrêté dès que ces sources se sont taries. Et cependant, malgré toutes les altérations qu'il a subies sous l'influence étrangère, le droit italien est resté fidèle à ses origines et la chaîne de la tradition n'a jamais été rompue. Reportons-nous à l'époque actuelle; jetons un regard d'ensemble sur cette législation variée et disparate qui, l'année dernière, régnait encore au delà des Alpes, et nous y reconnaitrons, quoique à demi effacés, les mêmes traits distinctifs que nous ont présentés tout à l'heure les statuts italiens du moyen âge.

Jusqu'au jour où le nouveau code de Victor-Emmanuel est devenu exécutoire, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} janvier 1866, deux systèmes différents de législation se partageaient les diverses parties de la Péninsule. Au centre, la Toscane et les États-Romains n'avaient pas de code civil et suivaient encore leurs anciennes coutumes; au nord et au midi régnaient des codes qui, malgré de nombreuses diversités de détail, présentaient entre eux une grande analogie; ils avaient, pour la plupart, succédé de près à la domination française, et ils rappelaient tous, par une imitation plus ou moins indépendante, le Code Napoléon, qu'ils étaient venus remplacer; c'étaient le Code des Deux-Siciles du 21 mai 1819; le Code de Parme, de Plaisance et de Guastalla du 1^{er} juillet 1820; le Code sarde du 20 juin 1837; le Code de Modène du 25 octobre 1851. Je laisse de côté la

royaume lombard-vénitien, qui, soumis au Code autrichien, et assimilé, dans toutes ses institutions, aux provinces allemandes, n'appartenait plus à l'Italie que par sa situation géographique.

On devine aisément quels peuvent être, parmi ces divers États, ceux où la vieille loi italienne s'était le plus fidèlement conservée; c'étaient ceux qui n'avaient pas de code : la Toscane et les États du Saint-Siège. Sauf quelques ordonnances récentes intervenues sur des points spéciaux, la législation coutumière qui régissait ces provinces était encore, dans ces dernières années, ce qu'elle avait été au moyen âge. Nous allons y retrouver encore presque intactes la plupart de ces institutions vingt fois séculaires, que nous avons rencontrées tout à l'heure dans les statuts municipaux, et qui, après avoir résisté, durant le moyen âge, à toutes les invasions des Barbares, avaient su résister aussi, dans les temps modernes, à tous les progrès de la civilisation. La constitution de la famille reposait toujours sur ces bases étroites et solides que les fondateurs du droit romain avaient jetées : un chef unique gouvernait la maison, c'était le père ou l'aïeul paternel; la mère ne pouvait jamais ni remplacer le chef domestique, ni partager sa puissance. Cette puissance était, en principe, absolue et illimitée : le fils de famille ne possédait que des pécules; il ne pouvait agir en justice contre son père ni contracter avec lui. Cette puissance était perpétuelle : ni le fils ni la fille n'en étaient affranchis par le mariage, et une émancipation formelle pouvait seule y mettre fin. Toutefois, dans ces derniers temps, la rigueur de ce vieux précepte avait quelque peu cédé à l'influence des idées modernes. La jurisprudence des États Romains avait admis quelques cas d'émancipation tacite; et, d'après une ordonnance du grand-duc Ferdinand III, l'émancipation s'opérait de plein droit lorsque le fils avait atteint l'âge de trente ans, la fille celui de quarante¹.

Si de la loi qui régissait les familles nous passons maintenant à celle qui réglait les successions, nous y trouvons comme un reflet des mêmes principes. L'autorité paternelle n'avait pas d'arme plus puissante que la liberté de tester dont jouissait le père de famille; il pouvait, ou déshériter ses enfants s'ils avaient

¹ G. dall' Olio, *Elementi delle leggi civili romane*, l. I, tit. XIII. *Motu proprio* du 10 novembre 1834. Loi de Toscane du 15 novembre 1814.

manqué à leurs devoirs, ou les réduire à leur légitime, ou encore, dans les États du Saint-Siège, les enchaîner, eux et leur postérité, dans les liens d'une substitution perpétuelle¹. Exclue de toute participation au gouvernement domestique, la femme, par une conséquence assez naturelle, se trouvait également privée de sa part dans le patrimoine de la famille. La loi, exagérant les anciens privilèges de l'agnation romaine, donnait la préférence, en ligne directe comme en ligne collatérale, aux héritiers mâles et agnats, et réduisait les droits des femmes à une dot modique ou à une pension alimentaire². Enfin, en matière de contrats, les mêmes principes régnaient encore; les lois nouvelles, renouvelant et aggravant les anciennes prohibitions des sénatus-consultes velléien et macédonien, frappaient d'une incapacité presque générale les femmes et les fils de famille³.

Cette persistance des institutions antiques à travers le cours des âges et le mouvement des révolutions, ne se retrouve pas au même degré dans les pays italiens soumis à des codes. Dus, pour la plupart, à des princes d'origine étrangère, ces codes étaient souvent la traduction servile des lois françaises ou allemandes plutôt que l'expression fidèle des vieilles coutumes nationales. Toutefois, la forme avait changé bien plus que le fond, et il suffirait de soumettre ces codes à l'analyse pour dégager l'élément romain et canonique qui y dominait, de l'alliage étranger, qui ne faisait en quelque sorte que les recouvrir. Le mariage, célébré par l'Église et réglé d'après les canons du concile de Trente; l'entrée dans les ordres religieux assimilée à une mort civile; la puissance domestique dévolue sans partage au parent mâle et paternel; le fils de famille privé jusqu'à l'âge de trente ans de la jouissance et de l'administration de sa fortune, et retenu jusqu'à son émancipation, par le sénatus-consulte macédonien, dans un état d'incapacité et par suite de dépendance; l'enfant passible

¹ *Motu proprio* du 10 novembre 1834, art. 48. En Toscane, les substitutions fidéicommissaires ont été abolies par la loi du 23 février 1789.

² *Motu proprio* de 1834, art. 9-30. Pour la Toscane, loi du 18 août 1814, art. 32, 44-46.

³ G. dall'Olio, *op. cit.*, t. I, p. 55; t. II, p. 14. Pour la Toscane, Fr. Forti, *Tratt. delle obbligazioni dei figli di famiglia* (Opere, vol. III, p. 545 et suiv.).

d'exhérédation et privé de sa légitime, s'il a manqué au devoir filial ou abjuré la foi catholique; la femme dépouillée de ses droits de succession au profit des héritiers mâles, et, par une extension nouvelle de l'ancien sénatus-consulte velléen, déclarée incapable de faire une libéralité comme de souscrire un cautionnement; voilà quelques dispositions assez caractéristiques, si je ne me trompe, pour donner une idée des codes italiens et de l'esprit qui les animait¹. Il suffit de ce rapide aperçu pour se convaincre que la législation codifiée de l'Italie ne différerait pas essentiellement de sa législation coutumière, et que, jusqu'à ces derniers temps, l'une comme l'autre étaient demeurées fidèles aux traditions juridiques du moyen âge et de l'antiquité.

II

Ce coup d'œil rétrospectif sur l'ancienne législation était nécessaire pour apprécier et pour comprendre le code nouveau qui va faire l'objet de notre étude. Il fallait jeter un regard en arrière pour mesurer toute la distance qui sépare la loi italienne d'hier de celle d'aujourd'hui. Hier encore, les institutions les plus surannées pesaient sur l'Italie; aujourd'hui il n'est pas, j'ose l'affirmer, un seul pays en Europe dont la législation civile réponde mieux aux derniers progrès de la civilisation et de la science.

Le Code de Victor-Emmanuel a-t-il donc rompu avec le passé? Non, sans doute. Puisé aux sources mêmes du droit national, il continue, dans ce qu'elle a de légitime, cette antique tradition dont nous venons de suivre la trace à travers les âges. Il ne présente pas, comme notre Code Napoléon, un mélange à doses à peu près égales d'élément romain et d'élément germanique. Ce n'est pas dans ce code que nous verrons, comme dans le nôtre, un régime nuptial issu des coutumes germaniques et féodales prendre le pas sur celui de la vieille Rome, ou l'institution de la légitime romaine s'amalgamer avec celle de la réserve coutumière. Le droit romain, et le droit romain seul, tel est l'antique et immuable fondement sur lequel repose l'édifice restauré et agrandi de la législation italienne. C'est à réformer ce vieux

¹ Code sarde, art. 108, 113, 224, 714, 737, 942-948, 1124, 1212, 1919, 2054. Code des Deux-Siciles, art. 189, 288, 848-854. Code de Modène, art. 119, 140, 842, 911, 1893, etc.

droit pour l'approprier aux besoins d'une civilisation nouvelle, que le législateur de 1866 a borné sa tâche, et cette tâche n'était pas sans difficultés ni sans importance. Le droit romain, ce chef-d'œuvre de la sagesse antique, était aujourd'hui, il faut bien le reconnaître, distancé en bien des points par les progrès de la pensée moderne ; le despotisme, durant de longs siècles, s'en était fait un instrument et l'avait, pour ainsi dire, usé à son service. Il fallait maintenant le faire passer au service d'une politique libérale ; il fallait le façonner à l'usage d'une démocratie bien différente de toutes celles qu'avaient connues les anciens. Comment cette heureuse et difficile réforme vient-elle de se réaliser dans le code que nous avons sous les yeux ? C'est là une question générale, qui domine toute la matière et que nous devons envisager un instant dans son ensemble, avant de pénétrer plus avant dans les détails analytiques du sujet.

Il fut un temps où la seule prétention de corriger et de réformer la loi romaine aurait paru scandaleuse à tout juriste bien pensant. L'autorité des Pandectes, il y a trois siècles, était tenue pour aussi indiscutable, je dirais presque aussi sacrée, que celle des livres saints, et, en dehors du cercle inflexible qu'avait tracé le génie étroit et dur de la vieille Rome, la science juridique n'apercevait rien que des usages grossiers, des coutumes barbares, à peine dignes du nom de lois. Ce préjugé était encore puissant il y a un siècle, et c'est Montesquieu qui lui porta le dernier coup : pénétrant jusqu'au sein de ces coutumes à demi sauvages, qui, comme il le disait lui-même, « étaient nées dans les bois, » il y montra le germe des plus précieuses libertés, des plus grandes institutions du monde moderne. Dès lors, des régions nouvelles s'ouvrirent à la science ; elle s'y porta avec ardeur, elle se plut à opposer les institutions barbares du moyen âge aux institutions savantes de l'antiquité. Bientôt le même mouvement se répandit de proche en proche dans les lettres, dans les arts, dans toutes les voies de la pensée humaine : de toutes parts les anciennes barrières tombèrent, le champ des recherches s'élargit, et par delà les lignes régulières et classiques des horizons grecs et latins, l'on vit s'ouvrir des perspectives plus vagues et plus profondes. Le *romantisme*, comme on disait il y a trente ans, eut son école en jurisprudence de même qu'en littérature, et la vieille autorité des Pandectes fut aussi rude-

ment ébranlée dans la savante Allemagne, que le fut chez nous, à la même époque, celle d'Aristote et de Quintilien. Aujourd'hui, ces luttes sont apaisées, mais une grande conquête reste acquise : la science juridique est émancipée, elle n'est plus l'interprète servile des lois romaines, et, au lieu de demander à un code unique la vérité tout entière, elle en recherche, dans les législations diverses, les fragments dispersés.

Quelles peuvent donc être ces vérités juridiques nouvelles, qui avaient échappé au génie pénétrant des Romains, et qui se sont dégagées de la barbarie du moyen âge? Je dois me borner ici à en donner une idée générale, en mettant en regard les traits les plus caractéristiques de la loi germanique et de la loi romaine. Tout est contraste entre ces deux lois : dans l'une, je vois dominer un principe d'ordre et de discipline ; dans l'autre, je trouve partout un principe de liberté individuelle et d'indépendance. Si je pénètre dans la famille romaine, je vois tous ses membres soumis, durant leur vie entière, dans leurs biens comme dans leurs personnes, à l'autorité d'un seul chef ; dans la famille germanique, au contraire, la puissance perpétuelle du père de famille s'est transformée en une courte tutelle, et le principe d'autorité et de dépendance a fait place à un principe d'égalité et d'association : association du père avec les enfants, qui, copropriétaires du patrimoine domestique, ne peuvent plus être dépouillés par l'exhédération paternelle ; association du mari avec la femme, qui, grâce aux droits de communauté et de douaire, a conquis dans le ménage sa part d'influence et d'autorité. Si maintenant, sortant du cercle de la famille, nous suivons l'homme dans ses rapports extérieurs avec la société, nous verrons la loi romaine, toujours fidèle à ses principes, guider tous ses pas et multiplier autour de lui les barrières et les entraves ; dans les conventions comme dans les rapports domestiques, la loi romaine, à toute époque, s'est défiée de la liberté individuelle, et le droit nouveau, avec ses tempéraments d'équité, ne l'a pas mieux respectée que ne l'avait fait l'ancien droit, avec son dur et étroit formalisme : la loi limite le taux de l'intérêt, elle prohibe les pactes commissaires, elle restitue le vendeur lésé, elle interdit à la femme les contrats dangereux pour son inexpérience, elle immobilise le patrimoine dotal, toujours attentive à protéger les parties contre leur propre im-

prudence, et plus soucieuse de l'intérêt particulier du débiteur que de l'intérêt général du crédit. Tout autres sont les principes que recélaient en elles les institutions germaniques, et qu'a dégagés et formulés de nos jours la science économique ; ici, plus de ces lois non moins gênantes que protectrices, qui retiennent l'homme majeur et capable sous une sorte de tutelle : chacun est maître de ses actions, chacun agit à ses périls et risques ; chacun, quels que soient la condition ou le sexe, subit la peine de sa faiblesse ou de son imprudence, comme il recueille les fruits de son industrie. La responsabilité, compagne inséparable de la liberté, suffit pour lui servir de régulateur et de frein ; ou s'il est encore quelques restrictions et quelques formalités imposées aux contractants, ce n'est plus dans leur intérêt privé qu'elles sont établies. elles tendent vers un but nouveau, que n'entrevoit jamais la loi romaine, et que le génie du commerce avait révélé dès le moyen âge aux communes flamandes, celui de créer le crédit par la publicité des transactions.

Nous pouvons aisément, on le voit, ramener à un même principe toutes ces innovations juridiques de l'esprit moderne, et les résumer en deux mots : une plus grande indépendance dans les rapports domestiques, une plus grande liberté dans les transactions sociales. Telle est la double réforme que doivent subir les lois romaines pour répondre aux besoins actuels des sociétés, et telle est, en effet, la double réforme que les rédacteurs du nouveau code italien ont habilement accomplie. C'est toujours la loi romaine qui forme le fond et la substance du code de 1866, mais partout l'esprit de réforme s'y allie dans une juste mesure à l'esprit traditionnel et conservateur. Dans la famille, le nouveau code consacre, dans son principe, la puissance paternelle, mais il a soin d'en modérer l'exercice et d'en borner la durée ; il conserve le régime dotal comme la loi commune des époux ; mais, par d'heureuses modifications que pourrait envier la loi française, il sait en corriger les abus et assurer à la femme sa part d'influence dans les affaires du ménage. Dans les conventions, la loi nouvelle ne s'est point départie des règles d'éternelle équité enseignées par la raison écrite ; mais, en même temps, elle a affranchi le commerce de bien des entraves que le législateur français lui-même n'avait point osé briser, elle a fait disparaître nombre d'actions rescisoires et résolutoires, elle a pro-

clamé la liberté de l'intérêt, elle a proscrit toute hypothèque clandestine ; en un mot, elle a fondé le crédit public sur ses deux bases les plus solides, la liberté et la publicité des transactions.

Tel est l'esprit général de la réforme qui vient de s'accomplir dans la législation italienne, et cette réforme n'est point un fait accidentel et isolé, elle se rattache à un vaste ensemble de réformes législatives qui, depuis le commencement de ce siècle, s'accomplissent successivement dans les divers pays de l'Europe. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les deux lois dont je montrais tout à l'heure le contraste, la loi germanique et la loi romaine, avaient conservé chacune sa forme distincte et son territoire séparé. En France et dans la moitié de l'Europe, les pays de coutume et les pays de droit écrit s'entrelaçaient ou s'enclavaient les uns dans les autres sans pouvoir s'unir et se confondre. Aujourd'hui, cette fusion s'est enfin accomplie chez nous ; autour de nous, chez les nations voisines, elle se prépare et s'élabore. L'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre cherchent, à notre exemple, à coordonner et à fondre en un seul corps les éléments confus et discordants de leur législation. En Allemagne, la science a déjà su dégager, à travers la multitude des lois locales, les principes d'un droit commun, et un même code de commerce régit, depuis 1859, tous les nombreux États de la Confédération germanique. En Espagne, un projet de code, que le gouvernement a fait mettre à l'étude il y a douze ans, et qui, il faut l'espérer, ne tardera pas longtemps encore à recevoir la sanction législative, fait succéder à l'infinie diversité des *fueros* municipaux une loi uniforme, imitée de la loi française. Enfin, l'Angleterre elle-même, qui, jusqu'à ce jour, était restée si étroitement attachée à ses coutumes gothiques, cherche aujourd'hui à emprunter aux lois des nations latines leur méthode simple et savante, et songe à réunir et à classer en une sorte de Digeste l'amas confus de ses statuts et de ses *records*¹. C'est à ce grand travail de codification, qui se poursuit en même temps chez toutes les nations civilisées, que l'Italie vient d'apporter son tribut ; ses nouveaux codes peuvent être considérés comme

¹ Voir, sur ce point, de curieux détails dans le *Times* des 8 et 9 février 1865.

l'expression la plus nette et la plus complète des tendances qui dirigent aujourd'hui les diverses législations européennes, et leur étude, à ce point de vue, prend encore une importance et un intérêt de plus.

Le même jour, le 25 juin de l'année dernière, un décret, daté de Florence, rendait publics et exécutoires dans tout le royaume d'Italie, à dater du 1^{er} janvier 1866, trois nouveaux codes, un Code civil, un Code de procédure civile, un Code de procédure pénale. Je ne m'occuperai pas, du moins dans cette première étude, des deux codes de procédure, et, dans le Code civil lui-même, il est bien des parties sur lesquelles je ne ferai que glisser. S'il est des lecteurs curieux de plus amples détails, je les renvoie au travail très-complet et très-intéressant que vient de publier M. Huc¹ ; pour mon compte, je veux me borner à signaler, dans l'œuvre législative de nos voisins, les innovations et les réformes qui peuvent être pour nous-mêmes un enseignement et un exemple. Le code italien est, comme toute œuvre humaine, mêlé de bien et de mal ; tout n'est point à louer dans les 2147 articles qui le composent. Forcé de me restreindre et de choisir, je vais signaler seulement les meilleures de ses dispositions et passer les autres sous silence. Ai-je besoin d'ajouter que, dans ce choix, ce n'est point un esprit de partialité qui me guide, mais uniquement le désir d'être ainsi plus utile à mes lecteurs ?

III

Dès le début, le nouveau code de Victor-Emmanuel s'écarte de l'ancien code de Charles-Albert. On n'a qu'à les ouvrir et à en comparer les premiers articles, et l'on sent aussitôt que, dans le court intervalle qui sépare le code de 1837 et celui de 1865, une grande révolution a trouvé place.

L'ancien code de Sardaigne commençait ainsi : « La religion catholique apostolique romaine est la seule religion de l'État. Le roi se fait gloire d'être le protecteur de l'Église et d'assurer l'observation des lois qu'elle rend dans les matières soumises à

¹ *Le Code civil italien et le Code Napoléon, études de législation comparée.* Durand, 1866.

son autorité. Le pouvoir de faire les lois de l'État appartient au Roi seul. » Le nouveau législateur italien, en effaçant de son code ces dogmes surannés, n'a pas inscrit à leur place, comme on pourrait s'y attendre, les principes libéraux des sociétés modernes. Il a fait mieux encore : il a exclu du code civil toute déclaration de principes politique ou religieuse, donnant ainsi à entendre que la loi civile se suffit à elle-même, et que, fondée sur la raison et l'équité naturelle, elle ne relève d'aucun pouvoir politique ou religieux, mais jouit, dans sa sphère, d'une souveraine indépendance. Cette émancipation du droit civil, cette scission du droit civil et du droit public, est une des réformes de la loi nouvelle les plus fécondes en conséquences, et nous allons rencontrer dès l'abord, dans le premier livre du code relatif à l'état des personnes, quelques-unes de ses plus précieuses applications.

C'est grâce à cette distinction du droit public et du droit privé, que le nouveau code italien, par une innovation aussi juste qu'utile, a pu attribuer aux étrangers une capacité civile complète. Sous les législations anciennes, la jouissance des droits civils formait l'apanage exclusif des membres de la cité : l'étranger, dans Rome ou dans Athènes, ne pouvait pas plus tester ou contracter mariage qu'il ne pouvait voter dans les comices ou briguer une magistrature. Confusion fâcheuse et que les progrès de la science devaient dissiper : car les droits privés, les droits de propriétaire, de père, de fils ou d'époux, ne sont point, comme les droits de suffrage ou d'éligibilité, une création du pouvoir social ; fondés sur la nature même des choses et répondant à des besoins essentiels à tout être humain, ils appartiennent, non au citoyen, mais à l'homme. Cependant l'idée antique n'a pas disparu sans laisser plus d'une trace dans nos lois modernes : jusqu'à ces derniers temps, le code de Charles-Albert subordonnait la capacité civile à la double qualité de catholique et de *sujet du roi* ; et aujourd'hui encore, malgré les modifications qu'il a subies sur ce point, notre Code Napoléon fait de la jouissance de certains droits civils un privilège de la nationalité. La nouvelle loi italienne est à la fois bien plus équitable et bien plus logique, lorsqu'elle déclare, dans son article 3, que « l'étranger est admis à jouir de tous les droits civils attribués aux nationaux. » Espérons que ce principe, si longtemps méconnu, formera bientôt le

droit commun des nations civilisées : il se répand de plus en plus dans les diverses législations européennes, et, à l'heure où j'écris ces lignes, un nouveau projet de code pour la République Argentine vient de l'inaugurer dans le nouveau continent¹.

N'était-ce pas encore cette même confusion du droit privé et du droit politique qui, dans l'ancienne Rome, avait fait de chaque famille autant de corporations religieuses et politiques distinctes, et de chaque chef de famille un despote au petit pied ? Souverain pontife, souverain juge et exécuteur de ses sentences, le *paterfamilias* était, parmi les siens, le représentant de l'État et en exerçait tous les pouvoirs. Que de siècles il a fallu pour que la puissance paternelle ait enfin dépouillé ce caractère de magistrature et de fonction publique, et se soit réduite à un simple droit d'éducation et de tutelle, qui se mesure sur les besoins mêmes de l'enfant et qui cesse avec eux ! Naguère encore, dans le code de Charles-Albert, l'on eût pu retrouver bien des débris de la vieille institution romaine. L'autorité paternelle était, ici encore, une magistrature, que le parent mâle pouvait seul exercer, et qui continuait à peser sur le fils, bien qu'il fût devenu majeur et capable. Le fils non émancipé demeurait, jusqu'à l'âge de trente ans, privé de la jouissance de son patrimoine, et incapable de recevoir aucune libéralité sans l'autorisation de son père ou de la justice. Il ne pouvait, même au delà de cet âge, se procurer de l'argent par la voie d'un emprunt, sans que son père y consentît. Enfin, durant son enfance et tant qu'il n'avait pas atteint sa seizième année, son père était son juge, et pouvait le faire emprisonner durant un mois ; la puissance publique se faisait alors l'instrument passif de la puissance paternelle, et le magistrat n'avait qu'à transcrire aveuglément la sentence que le père avait dictée. Des principes tout opposés, on va le voir, ont prévalu dans la loi nouvelle.

La puissance paternelle, sous le code de 1866, n'est plus une magistrature ; aussi n'est-ce point au père seul qu'elle est dévolue, mais aux deux parents à la fois. Le père, sans doute, en a l'exercice, de préférence à la mère ; mais cette règle n'a rien d'absolu, et, à cet égard, la loi italienne est en progrès sur la

¹ Voir le tome XII de cette *Revue*, p. 97.

nôtre : tandis que, d'après le texte de notre code, l'autorité domestique ne passe à la femme qu'après la mort du mari, d'après la loi italienne, au contraire, la femme exerce cette autorité même durant le mariage, toutes les fois que le mari, interdit, malade ou absent, est hors d'état de l'exercer lui-même¹. Ce n'est pas là le seul cas où la loi de Victor-Emmanuel se soit montrée plus généreuse, disons mieux, plus équitable envers la mère de famille que ne l'est la loi française : sous le Code Napoléon, il n'est permis à la mère survivante de demander la détention de son fils qu'en se faisant assister de deux parents, et le magistrat peut toujours refuser d'obtempérer à cette demande ; le père de famille, au contraire, forme sa demande seul et sans assistance, et, s'il s'agit d'un fils qui ait moins de seize ans, cette demande est un ordre auquel le magistrat est tenu d'obéir. Cette double distinction, qu'avait reproduite l'ancien code sarde, a disparu du nouveau code italien. Sous ce code, la puissance domestique s'exerce avec la même énergie, qu'elle soit dans la main de l'un ou de l'autre époux² : la demande de la mère peut se former sans assistance ; celle du père n'est plus une injonction, mais une simple requête que le juge peut rejeter. Ce dernier changement est encore une conséquence logique du caractère purement privé que le pouvoir paternel a contracté dans le droit moderne : si le chef de famille n'a plus qu'une autorité domestique et privée, comment pourrait-il encore dicter des ordres au magistrat et faire de la puissance publique l'instrument de ses caprices ou de ses passions ? Ce n'est pas tout ; le nouveau code, partant toujours du principe que la puissance paternelle n'est plus une magistrature sociale, mais une sorte de tutelle, est allé plus loin encore dans la voie des innovations et des réformes : il a voulu que les pouvoirs du père cessassent avec l'impuissance et la faiblesse de l'enfant, et il a affranchi le fils de famille majeur de toutes les incapacités dont l'avait frappé la législation antérieure. En outre, comblant une des lacunes les plus regrettables de la loi française, la loi italienne a réglé, avec un soin minutieux, les droits et les devoirs du père dans la gestion du patrimoine de ses enfants, et elle a autorisé

¹ Cpr. Code Napoléon, 373 ; Code italien, 220.

² Il reste cependant encore cette différence que le mari peut, par testament, restreindre l'autorité de la veuve. Code ital., 235.

les tribunaux à frapper de déchéance les parents qui, dans cette gestion, abuseraient de leurs pouvoirs ¹.

De la puissance du père passons maintenant à celle du mari. Ici encore nous allons voir la loi italienne, toujours animée du même esprit progressif et sagement libéral, accomplir plus d'une réforme qui peut-être un jour servira de modèle à la loi française.

La puissance maritale est aujourd'hui consacrée d'un commun accord par toutes les législations européennes ². Mais, sous cet accord apparent, se cachent deux idées, deux tendances bien différentes. Certains législateurs, encore imbus du préjugé antique et païen sur l'inexpérience et la fragilité du sexe, ont vu dans l'autorité maritale un moyen de subvenir à la faiblesse de la femme et de suppléer à son incapacité; l'ancienne tutelle perpétuelle des femmes était trop gênante et trop loin de nos mœurs pour qu'ils pussent songer à la rétablir; mais lorsqu'un protecteur naturel s'est présenté à eux dans la personne du mari, ils ont saisi l'occasion et se sont empressés de placer la femme dans la condition qui leur paraissait le mieux appropriée à ses besoins, c'est-à-dire en état de tutelle. D'autres législateurs, au contraire, ont considéré la femme comme douée par la nature des mêmes facultés, de la même capacité que l'homme, et s'ils l'ont soumise, dans ses actes civils, au contrôle du mari, ce n'est plus pour protéger sa faiblesse et son inexpérience, c'est uniquement pour assurer, par l'unité de direction, la bonne administration du ménage. Quoique plus raisonnable, à coup sûr, et plus libéral que le premier, ce n'est pas ce second système, il faut bien le reconnaître, qui a prévalu dans le Code Napoléon, ni qui prévalait naguère dans le code de Charles-Albert. Dans ces deux codes, l'idée traditionnelle de l'incapacité du sexe est entrée, du moins pour une large part, dans l'organisation de la puissance maritale. Sans cela, pourquoi ces codes auraient-ils soumis la femme à la nécessité d'une autorisation, même dans les cas où le mari, absent, interdit ou mineur, est incapable de la fournir lui-même, et auraient-ils, dans ces cas, remplacé l'autorisation du mari par celle de la justice? pourquoi auraient-ils exigé une autorisation *spéciale*, et n'auraient-ils pas permis au mari de s'en

¹ Code italien, 224-227, 233.

² Même par le code autrichien, qui, cependant, permet à la femme de contracter sans autorisation maritale.

rapporter à la sagesse de sa femme pour décider de l'opportunité d'un contrat ou en régler les conditions?

C'est précisément en ces deux points que le code italien déroge à la fois et au code français et à l'ancien code sarde. En premier lieu, il n'exige plus une autorisation spéciale; il n'impose plus au mari l'obligation d'intervenir comme un tuteur dans tous les contrats que sa femme aura souscrits. Désormais le mari qui s'absente, ou dont quelque affaire personnelle réclame tous les soins, pourra, en confiant à sa femme une autorisation générale, la laisser libre de veiller à ses intérêts elle-même et de disposer de ses biens à son gré ¹. Cette autorisation générale n'est point, comme il pourrait le sembler au premier abord, une abdication détournée du pouvoir marital; car, fût-elle donnée dans le contrat de mariage, le mari est toujours le maître de la révoquer pour l'avenir. Une seconde innovation de la loi italienne, c'est le droit conféré à la femme d'agir seule et sans contrôle, toutes les fois que le mari est lui-même incapable ou indigne de l'autoriser; « c'est ce qui a lieu, dit l'article 135, quand il est mineur, interdit, absent, condamné à plus d'un an d'emprisonnement, durant l'exécution de la peine; enfin, quand il s'est rendu coupable envers sa femme de faits qui ont motivé une séparation de corps. » Dans ces divers cas, la femme devient, pour un temps, le chef du ménage, et elle n'a plus besoin, comme autrefois sous la loi sarde ou comme aujourd'hui chez nous, de recourir sans cesse, dans la gestion de sa fortune, à l'assistance des tribunaux.

Il est un cas cependant où le code exige cette assistance : c'est celui où la femme a ses droits à défendre contre son mari lui-même; où, suivant les termes de l'article 136, « il y a opposition d'intérêts entre les deux époux. » C'est ici que le législateur italien cesse de se fier à la prudence de la femme et croit le moment venu de la protéger. Assez prudente, assez sensée pour agir, au besoin, sans son mari et se passer de son secours, la femme ne le sera peut-être plus assez pour agir contre lui et pour résister à son influence. Tel est le système de la loi italienne; c'est, on le voit, précisément l'inverse de celui qu'ont suivi nos législateurs : chez nous, la femme se trouve-t-elle

¹ Code italien, 134.

privée de l'assistance maritale, le législateur la considère comme incapable et la place sous la tutelle des tribunaux ; se trouve-t-elle en conflit d'intérêts avec son mari, s'agit-il pour elle de contracter avec lui, de s'obliger pour lui, le législateur l'abandonne à elle-même, la jugeant sans doute suffisamment capable pour débattre ses droits contre son époux et son maître. Tel est le contraste entre les deux législations ; je laisse à juger de quel côté est le bon sens et la prudence.

Parmi les cas où le nouveau code affranchit la femme de l'autorisation maritale, il en est un qui mérite une attention particulière, c'est celui où les deux époux sont judiciairement séparés. La matière délicate de la séparation de corps occupe, dans le code italien, une plus grande place que dans le nôtre. Aux yeux des rédacteurs du Code Napoléon, qui venaient de régler le divorce, la séparation de corps n'était qu'une institution accessoire et de peu d'importance, et ils crurent faire assez pour elle en ébauchant en cinq ou six articles les principaux traits de son organisation. Qu'arriva-t-il ? c'est que, le divorce une fois aboli, la séparation de corps s'éleva au rang d'une institution principale et exclusive, et que son organisation se trouva dès lors incomplète et insuffisante. A s'en tenir au texte du code, la séparation de corps, tout en faisant cesser la cohabitation, laissait subsister d'ailleurs tous les effets légaux du mariage : le mari, quelque graves qu'eussent été ses torts, conservait tous ses droits d'époux et de père, et par contre, bien que séparé d'avec sa femme, il était tenu de reconnaître comme siens les enfants auxquels elle donnait le jour. Malgré les efforts de la jurisprudence et l'intervention d'une loi nouvelle, cette lacune du code n'est encore qu'imparfaitement comblée : aujourd'hui encore, la femme qui a obtenu la séparation de corps reste soumise à l'autorité d'un époux indigne et ne peut agir sans demander sa permission.

Le législateur italien s'est placé à un point de vue tout différent et, à ce qu'il nous semble, bien préférable. Tout en proclamant l'indissolubilité du mariage et en donnant ainsi satisfaction au sentiment religieux du pays, il a voulu laisser en même temps la plus large place possible à la liberté civile, et en conséquence il a rendu la séparation de corps à la fois plus facile et plus efficace. En dehors des cas, peut-être trop rares, prévus par la loi

française, les tribunaux italiens peuvent encore prononcer la séparation lorsqu'elle est demandée de concert par les deux époux, ou lorsque le mari a manqué à ses devoirs, soit en entretenant notoirement une concubine, fût-ce ailleurs que dans la maison conjugale, soit en abandonnant sa femme ou en lui imposant une résidence et une manière de vivre qui ne sont point conformes à sa condition. Une fois prononcée, la séparation produit des effets importants : elle affaiblit la présomption de paternité et autorise le mari à désavouer l'enfant de sa femme ; elle modifie la puissance paternelle, et en subordonne l'exercice et le partage entre les époux à un contrôle des tribunaux ; prononcée contre le mari, elle le dépouille de l'usufruit légal pour en investir la mère ; elle prive l'époux coupable, quel qu'il soit, de ses avantages pécuniaires et du droit de succéder à son conjoint. Enfin elle affranchit la femme de la puissance maritale : la femme agira sans autorisation, si la séparation a eu lieu par la faute du mari ; elle agira avec l'autorisation de la justice, si la séparation a eu lieu par sa propre faute ou par consentement mutuel ¹. En un mot, la séparation de corps est redevenue dans le code italien ce qu'elle était dans l'ancien droit, c'est-à-dire une sorte de divorce, le divorce des catholiques, et tout ce qu'on a pu emprunter au divorce sans blesser le sentiment religieux, on l'a fait passer dans la séparation de corps.

Je ne dois pas terminer cette rapide esquisse de l'organisation de la famille dans le nouveau droit italien sans dire un mot des enfants nés en dehors du mariage. Bien qu'exclus de la famille, les enfants naturels ont de tout temps ressenti le contre-coup des divers changements légaux que la famille a subis : traités avec une sévérité presque inhumaine par les législateurs qui faisaient de la famille une institution civile et politique, ils ont vu peu à peu leur sort s'adoucir à mesure que les affections et les devoirs naturels ont repris, dans la constitution domestique, la place qu'avait usurpée trop longtemps la raison d'état. Jamais, je l'ai déjà remarqué, ces sentiments naturels n'avaient trouvé une plus large consécration que dans le nouveau code italien ; jamais aussi les enfants illégitimes n'avaient été plus

¹ Code italien, 136, 150-158, 163, 757.

généreusement traités par la loi. Le code de Victor-Emmanuel, à la différence du Code Napoléon, admet la légitimation par décret royal, ce qui lui permet de frapper d'une prohibition formelle un acte que les principes du droit et ceux de la morale condamnent également, l'adoption de l'enfant naturel ¹. Nous allons voir en outre, en passant à l'étude des successions et des testaments, que l'enfant naturel a obtenu, sous le nouveau code, des droits héréditaires plus étendus et mieux garantis que ceux dont il jouit sous la loi française.

IV

C'est toujours dans le régime des successions que les principes généraux sur la constitution de la famille trouvent leur application la plus précise et leur expression la plus nette : ici les droits de famille se transforment en droits pécuniaires, ils se traduisent par des chiffres, et l'on peut dès lors, avec une exactitude mathématique, les évaluer et les comparer entre eux. Aussi le nouveau code italien va-t-il nous présenter, dans le titre *des successions*, des réformes et des améliorations analogues à celles que nous avons signalées tout à l'heure dans les titres *du mariage* et de la *puissance paternelle*. Dans la distribution des héritages comme dans l'organisation des rapports domestiques, ce n'est pas l'utilité politique ou l'intérêt social que le nouveau législateur a pris pour guide, comme l'avaient fait plusieurs de ses devanciers, c'est la nature même des choses, ce sont ces liens d'affection naturelle qui unissent les personnes issues d'un même sang en une communauté d'intérêts et de vie. Là est le vrai fondement du droit héréditaire, et, en conséquence, l'ordre et le rang des héritiers doivent se régler, avant tout, sur les affections présumées du défunt. Mais est-ce là, dira-t-on peut-être, un principe nouveau ? Les rédacteurs du Code Napoléon ne l'avaient-ils pas déjà proclamé hautement et ne l'avaient-ils pas emprunté eux-mêmes à la législation du Bas-Empire ? Sans doute ; mais il faut bien convenir que, tout en rendant hommage à ce principe de raison et d'équité, nos législateurs en ont trop souvent méconnu les conséquences. S'ils voulaient, en effet, prendre pour règle les affections présumées du défunt,

¹ Code italien, 198, 205.

pourquoi alors, partageant l'héritage entre les lignes paternelle et maternelle, en ravir la moitié au père ou à la mère, pour en gratifier des cousins éloignés dont le défunt peut-être ne connaissait pas le nom? Pourquoi refuser aux enfants naturels le titre et les prérogatives d'héritier légitime qu'on accordait généreusement aux cousins du douzième degré? Pourquoi surtout reléguer le conjoint survivant au dernier rang des successibles, à côté du fisc? Pourquoi ravalier à ce point la dignité du mariage et réduire peut-être une veuve indigente à traîner dans la misère et dans l'opprobre le nom d'un époux riche et honoré?

Sur tous ces points, la loi italienne est sagement revenue à ces principes d'équité naturelle qu'avaient consacrés déjà en grande partie, il y a treize siècles, les Novelles de Justinien. Comme dans les Novelles, le père et la mère, et en général les ascendants du défunt, concourent avec ses frères et sœurs, se partageant les biens par parts viriles, et excluent, sans distinction de ligne, tous les autres collatéraux. L'enfant naturel prend place parmi les héritiers légitimes; il passe avant tous les collatéraux, même avant les frères et sœurs; il prend une demipart, s'il partage la succession avec des enfants légitimes; il prend les deux tiers, s'il vient en concours avec des ascendants ou le conjoint survivant. Quant au conjoint survivant lui-même, la loi italienne ne s'est pas bornée à rétablir en sa faveur les anciennes Novelles, et à lui octroyer cette espèce d'aumône légale qu'on appelait la *quarte pauvre*; elle a créé pour lui un système complet de succession, digne de servir de modèle aux législateurs futurs. Si le défunt laisse des enfants légitimes, le conjoint a l'usufruit d'une part héréditaire égale à celle de chaque enfant, ou, s'il y a moins de trois enfants, l'usufruit du quart de la succession; n'y a-t-il que des ascendants, des enfants naturels, des frères ou sœurs, des neveux ou nièces, le tiers de la succession est dévolu au conjoint en pleine propriété; avec des oncles et tantes ou des cousins jusqu'au sixième degré, le conjoint prend les deux tiers de l'héritage; enfin, quant aux collatéraux au delà du sixième degré, ils sont exclus par le conjoint, qui recueille alors la succession tout entière¹. Toujours fidèle à son principe, et plus soucieux des droits de la nature et du sang

¹ Code italien, 739-757.

que de la conservation des biens dans la famille, le nouveau législateur efface toutes les anciennes distinctions tirées de la nature ou de l'origine des biens héréditaires, et proscriit tous ces retours légaux, toutes ces successions bizarres et trop justement qualifiées d'anomales, qui chez nous ont fait de tout temps le désespoir des interprètes. En un mot, c'est toujours l'affection probable, l'intention présumée du défunt qui préside à la distribution légale de l'héritage; la loi a pour ainsi dire testé pour lui comme il aurait sans doute testé lui-même; comme l'a très-bien dit M. Huc, « celui qui meurt sans testament personnel laisse néanmoins un testament écrit pour lui dans la loi ¹. »

Gardons-nous cependant d'exagérer cette idée et de considérer la volonté privée du propriétaire comme régnant avec une autorité souveraine sur la transmission du patrimoine. Qu'il en fût ainsi dans l'ancienne Rome, à une époque où le père de famille disposait en maître absolu de la personne comme des biens de ses enfants, c'est ce que l'on comprend sans peine. Mais sous les législations modernes, d'autres principes ont prévalu, et la liberté testamentaire, partageant toujours les destinées de la puissance paternelle, a subi la même déchéance et s'est trouvée renfermée, elle aussi, dans d'étroites limites. A cet égard, la nouvelle loi italienne se rapproche de la loi française, sans cependant se confondre avec elle. Entre notre droit de réserve et la *porzione legittima* de nos voisins, il est une nuance qui ne doit pas nous échapper. Tandis que, dans la réserve de notre code, l'on retrouve encore, dans une certaine mesure, avec les traditions du droit coutumier, le désir de conserver les biens dans les familles, la légitime italienne, au contraire, descend en ligne directe de la légitime du droit romain, et n'a pour but, comme celle-ci, que de consacrer, d'ériger en obligation civile les devoirs que dictent les affections domestiques et qu'impose la nature. De cette différence d'origine et de principe découlent, dans tous les détails d'organisation, des différences pratiques importantes. La liberté de tester, dans le système du législateur italien, est tantôt plus restreinte que chez nous, tantôt plus étendue : plus restreinte, car la légitime est expressément conférée non-seulement « aux descendants et ascendants, » comme notre réserve, mais encore

¹ *Op. cit.*, p. 152.

à l'enfant naturel et au conjoint survivant ; plus étendue d'autre part, car l'obligation du rapport n'a jamais pour cause que l'intention probable du testateur et, par conséquent, ne s'applique jamais aux libéralités testamentaires ; plus étendue encore, car la légitime due aux enfants ne peut jamais dépasser, quel que soit leur nombre, la moitié de la succession¹. Quant à l'exhérédation pour cause déterminée, qui, des lois romaines, avait passé dans les codes de Sardaigne, de Parme, de Modène, des Deux-Siciles et dans les lois de Toscane², on n'en trouve plus trace dans le nouveau code italien.

On peut dégager de tous ces faits une observation générale qui n'est peut-être pas sans importance : si l'on compare les diverses législations qui se sont succédées en Italie, l'on y verra que la liberté testamentaire a, d'âge en âge, constamment perdu du terrain ; elle était moins restreinte sous les lois romaines que sous les codes de Charles-Albert ou de Ferdinand ; elle était moins restreinte sous ces codes qu'elle ne l'est aujourd'hui. Et, ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'à ces restrictions toujours croissantes de la liberté testamentaire, l'on voit correspondre, dans les périodes successives du droit italien, un développement toujours croissant de toutes les autres libertés civiles. N'a-t-on pas oublié naguère ces enseignements de l'histoire, dans la presse et à la tribune françaises, lorsqu'on y a réclamé, au nom de la liberté civile, l'indépendance et la souveraineté du testateur ? Ce qu'il y a de certain, c'est que les habiles économistes qui ont présidé à la rédaction du nouveau code italien, ont compris la liberté civile d'une tout autre manière. Ils ont cru que, pour asseoir cette liberté sur une base solide, ils devaient établir d'abord une distinction profonde entre deux classes d'actes juridiques, les contrats à titre onéreux et les dispositions à titre gratuit ; pour les premiers de ces actes, ils ont brisé toutes les entraves de l'ancienne loi et ouvert à la volonté des contractants une libre carrière ; mais quant aux actes de la seconde classe, loin de les affranchir des anciennes restrictions légales, ils les ont frappés de prohibitions nouvelles et plus sévères.

¹ Code italien, 805, 812-820, 1008.

² Code sarde, 737. Code de Parme, 653. Code de Modène, 841. Code des Deux-Siciles, 848. Pour la Toscane, voir Forlì, *Delle disposizioni per ultima volontà*, n° 514.

Examinons de plus près ce curieux contraste, et essayons d'en découvrir le secret.

Entre les actes de libéralité et les actes de commerce ou d'échange, il est des différences économiques et juridiques que les partisans les plus radicaux de la liberté civile ne sauraient méconnaître. C'est grâce à la multiplicité des échanges que les divers éléments de la fortune publique, en circulant de mains en mains, vont naturellement se placer dans les mains de ceux qui peuvent le mieux les exploiter et en tirer parti ; ainsi les contrats commutatifs profitent à tous sans nuire à personne, chacune des deux parties contractantes y trouvant également son avantage. Il en est tout autrement des donations, qui ont pour effet nécessaire et pour caractère essentiel l'appauvrissement de l'une des parties, et qui ne font que troubler, par des fluctuations stériles, le mouvement régulier et fécond que le commerce imprime à la richesse publique. De là, la défaveur qu'elles ont rencontrée auprès du législateur italien, défaveur exagérée peut-être, car notre Code Napoléon, déjà si restrictif en cette matière, paraîtra presque libéral si on le rapproche du code de Victor-Emmanuel. La loi italienne ne s'est pas contentée, comme la nôtre, de limiter la quotité disponible, de soumettre les donations à des formalités gênantes, de prohiber les donations sous conditions potestatives, d'abolir les donations à cause de mort ; elle proscriit encore toute institution contractuelle, fût-elle dans un contrat de mariage ; toute substitution, fût-elle au profit des petits-fils du donateur ; enfin toute libéralité entre époux, en dehors des dispositions testamentaires¹. Pourquoi ces restrictions multipliées ? pourquoi disputer au propriétaire l'un de ses plus précieux privilèges, celui de la bienfaisance ? Le législateur a-t-il donc ici abjuré les principes de liberté civile qu'il a proclamés partout ailleurs ? Loin de là ; il a voulu protéger la liberté et les droits de la famille contre les dispositions arbitraires de l'un de ses membres ; il a voulu protéger la liberté du donateur lui-même contre le danger des captations. Peut-être a-t-il dépassé le but² ; mais on ne saurait l'accuser du moins de contradiction et d'inconséquence.

¹ Code italien, 899, 1054, 1064, 1073.

² Je le crois, et, toute réflexion faite, je pense que la règle *donner et retenir ne vaut*, issue du droit coutumier et faite surtout pour assurer la con-

V

La loi italienne a donc réservé toutes ses faveurs pour les contrats commutatifs, pour les échanges. Ici, plus de prohibitions, plus de restrictions : ouvrir à la circulation de la richesse des voies plus larges et plus aisées, tel a été l'effort constant du nouveau législateur. Parfois, il est vrai, il semble aller contre son but et gêner la liberté des parties par les formalités multipliées qu'il leur impose. Mais si vous y regardez de plus près, vous vous apercevrez bientôt que ces formalités même, quelque gênantes qu'elles paraissent, n'ont pour but et pour résultat final que de rendre les transactions plus faciles en les rendant plus sûres. Il est, en effet, deux conditions aussi essentielles l'une que l'autre au développement du commerce et à l'existence même du crédit : il faut que les transactions soient libres, mais il faut encore qu'elles soient publiques. C'est à ce double besoin que la loi nouvelle a su donner satisfaction par une longue série d'innovations et de réformes que je vais rapidement parcourir¹.

Tout en consacrant d'un commun accord le principe de la liberté des conventions, les codes antérieurs, sans en excepter le nôtre, ne s'étaient pas fait scrupule d'imposer à ce principe des restrictions aussi contraires aux règles de la justice qu'aux intérêts du crédit. Parmi ces restrictions, les unes, sous un faux air d'équité, avaient été introduites dans l'intérêt des parties elles-mêmes. Entourant les débiteurs d'une sollicitude fort mal entendue, puisqu'elle n'avait d'autre résultat que de diminuer leur crédit, la loi leur permettait, sous divers prétextes, de revenir contre une promesse librement consentie : tantôt elle relevait l'emprunteur contre un pacte d'intérêts usuraires; tantôt elle accordait la rescision au vendeur lésé; tantôt elle octroyait au débiteur malheureux le bénéfice d'un terme ou le bénéfice de cession de biens. Toutes ces dispositions, et bien d'autres semblables, que la plupart des législateurs modernes avaient

servation des biens dans les familles, se trouve quelque peu déplacée dans le code italien.

¹ Il est à remarquer que les réformes réalisées, en cette matière, par le code italien, sont précisément celles que sollicitent chez nous les publicistes les plus autorisés. Cpr. Batbie, dans le *Correspondant* de janvier 1866, p. 90.

empruntées au droit romain, le nouveau législateur italien les abroge ou les atténue : il abolit les lois sur l'usure et abandonne la fixation du taux de l'intérêt aux libres conventions des parties ¹; il autorise, dans les baux à ferme ou à cheptel, diverses clauses que notre Code civil, plus soucieux des intérêts du fermier que des droits du propriétaire, a injustement prohibées ²; s'il accorde encore la rescision pour lésion au copartageant ou au vendeur d'immeubles, du moins la refuse-t-il au mineur dûment autorisé ³; il supprime le terme de grâce ⁴, il supprime le bénéfice de cession de biens; disons mieux, il n'y a plus place pour ce dernier bénéfice dans la loi nouvelle : car la contrainte par corps n'est plus admise que dans des cas très-graves et devient une sorte de pénalité civile qui ne pourra jamais frapper un débiteur de bonne foi ⁵.

Des restrictions d'une autre sorte, mais non moins gênantes pour le commerce, avaient été établies, non plus dans l'intérêt des débiteurs, mais dans l'intérêt des familles : pour garantir plus énergiquement les droits des héritiers présomptifs, la loi imposait des entraves, non-seulement aux donations et aux legs qui auraient dissipé le patrimoine héréditaire, mais encore aux ventes et aux échanges qui en auraient changé la consistance et compromis la conservation; pour mieux conserver ce patrimoine, la loi le frappait d'immobilité. De là, retraits de tous genres, substitutions, majorats; de là, le rapport en nature, qui, pour ramener les biens du défunt dans sa succession, allait les ravir à de légitimes acquéreurs; de là encore une institution, bien différente par son origine, mais analogue par ses effets, le régime dotal qui, grâce à l'inaliénabilité et à l'hypothèque légale qui l'accompagnent, enchaîne à la fois et le patrimoine de la femme et celui du mari. Que sont devenues ces diverses prohibitions dans notre nouveau code? il en est qui ont disparu sans laisser de traces : ce sont celles qui, dérivées des coutumes germaniques, n'avaient pas jeté de profondes racines en Italie; plus radical que le code français, le code italien supprime tous les retraits, toutes les

¹ Code italien, 1231, 1831. Loi sarde du 13 mars 1857.

² Code italien, 1668, 1685, 1693. Cpr. Code Napoléon, 1819, 1828, 3^e.

³ Code italien, 1308.

⁴ *Id.*, 1173, 1246. — La règle *dies interpellat pro homine* est rétablie, *Id.*, 1223.

⁵ *Id.*, 2093 et suiv.

substitutions, sans faire grâce ni au retrait successoral, ni aux substitutions imposées par un père au profit des petits-enfants¹; il protège, contre le rapport en nature, les créanciers hypothécaires comme les tiers acquéreurs². Mais quant aux prohibitions d'origine romaine, quant au régime dotal, la loi nouvelle n'aurait pu l'abolir sans rompre avec une tradition séculaire et faire violence aux mœurs nationales; elle a dû se borner à en tempérer la rigueur. Le régime dotal est, comme sous la loi romaine, le régime de droit commun, et il suffit qu'une dot soit constituée, pour que l'inaliénabilité vienne la frapper de plein droit; mais cette inaliénabilité n'est plus ce qu'elle était dans l'ancienne Rome, ni ce qu'elle est aujourd'hui chez nous. Elle n'est plus absolue, et le tribunal peut autoriser l'aliénation « dans tous les cas de nécessité ou d'utilité évidente³. » Elle n'est plus indéfinie dans sa durée, et, si la femme contracte des dettes pendant le mariage, les poursuites sur les biens dotaux, suspendues tant que le mariage dure, s'ouvrent aussitôt que le mariage se dissout et que les biens dotaux redeviennent libres⁴. Mais cette disposition, si précieuse pour le crédit des deux époux, n'est-elle pas sans danger? n'ouvre-t-elle pas au mari une voie détournée pour dissiper la dot, en empruntant sous la caution de sa femme? Le code italien a su précisément parer à ce danger de la manière la plus heureuse : j'ai déjà dit⁵ que, d'après ce code, une femme ne pouvait s'obliger dans l'intérêt de son mari sans que la justice autorisât cet engagement; il faut donc distinguer, parmi les engagements que contracte la femme italienne, ceux qu'elle souscrit pour son propre compte et ceux qu'elle forme dans l'intérêt et sous l'influence de son mari : les premiers sont valables, bien que dépourvus de l'homologation judiciaire, seulement leur effet sur la dot demeure paralysé tant que durent le mariage et l'inaliénabilité dotale; les seconds, au contraire, faute d'homologation, sont nuls dans leur principe, et restent nuls à toujours, puisque la femme était incapable de les contracter. Au point de vue scientifique comme au point de vue

¹ Code italien, 899.

² *Id.*, 1016.

³ *Id.*, 1405.

⁴ *Id.*, 1407, 3^o.

⁵ Voir *suprà*, p. 409, *in fine*.

pratique, ce système me paraît bien supérieur au nôtre, car il distingue nettement deux notions que la loi et la jurisprudence françaises ont trop souvent confondues, l'incapacité de la personne et l'inaliénabilité de la chose.

Mais il restait encore au législateur italien, je l'ai déjà dit, une dernière réforme à accomplir. Pour compléter son œuvre, pour aplanir les voies du commerce et les rendre libres et sûres, il devait y porter la lumière et les débarrasser de tous ces droits clandestins, qui, sous les lois antérieures, étaient commès autant de pièges tendus sous les pas des contractants. Il n'a pas failli à cette partie de sa tâche. Ce ne sont pas, il est vrai, des instruments de publicité nouveaux qu'il a mis en œuvre : l'inscription et la transcription hypothécaires étaient déjà pratiquées avant le code de 1866, dans plusieurs provinces de l'Italie¹. Mais le mécanisme délicat et compliqué de ces deux institutions a reçu, dans la loi nouvelle, des perfectionnements que nous ne devons pas passer sous silence.

Si le but du législateur, dans le régime hypothécaire, doit être avant tout la consolidation du crédit foncier et son développement, tel n'est pas, ce semble, le but qu'a poursuivi le législateur français. On croirait qu'il s'est appliqué, non pas à étendre le crédit des propriétaires, mais à le restreindre. D'un côté, il multiplie et prodigue les hypothèques judiciaires et légales, qui sont la ruine du crédit ; de l'autre, il impose des restrictions de toute sorte à l'hypothèque conventionnelle. Mieux inspirée, je crois, et, à coup sûr, plus libérale, la loi italienne a voulu, au contraire, faciliter les conventions d'hypothèque, et en même temps réduire le nombre et l'étendue des hypothèques forcées. Elle facilite le prêt hypothécaire, en l'affranchissant des formes authentiques, et en permettant d'asseoir l'hypothèque sur un droit d'emphytéose ou une rente sur l'Etat ; l'hypothèque elle-même, grâce aux cessions et subrogations dont la loi a soigneusement réglé les effets et les formes, peut devenir, entre les mains du créancier, un précieux élément de crédit². En même temps, le nouveau code refuse l'hypothèque légale à l'enfant

¹ La transcription des mutations immobilières était exigée en Lombardie (édit de Milan, 19 juin 1826), en Sardaigne (édit du 23 juillet 1822), dans les États du Saint-Siège (ordonnance du 10 novembre 1834, article 183).

² Code italien, 1967, 1978, 1994.



placé sous la tutelle de son père ou de sa mère ¹; il refuse l'hypothèque judiciaire au créancier qui, sans faire condamner son débiteur, a simplement obtenu de lui la reconnaissance de sa dette ²; il veut que toute hypothèque, légale ou judiciaire, soit limitée et spéciale, et quant aux immeubles qu'elle frappe, et quant aux créances qu'elle garantit ³; il veut que toute hypothèque légale soit inscrite, et ne tolère plus aucune exception à la grande loi de la publicité ⁴. Et cette publicité, ce n'est pas seulement pour les hypothèques qu'elle est requise, c'est encore pour tous les droits, pour toutes les actions qui peuvent menacer un tiers acquéreur : la transcription, que les lois françaises n'ont presque jamais appliquée qu'aux mutations immobilières, est étendue par le code italien à la plupart des actions résolutoires et révocatoires; l'action paulienne, l'action du copartageant ou du vendeur lésés, l'action en révocation des donations pour survenance d'enfants, ingratitude ou inexécution des charges convenues, l'action résolutoire du vendeur, du co-échangiste, du créancier d'une rente foncière; toutes ces actions n'ont d'effet contre les tiers que du jour où la transcription les a rendues publiques ⁵.

Cette liste, il est vrai, est limitative sans être complète. Elle laisse en dehors certaines actions que l'on n'eût pu soumettre, sans une rigueur voisine de l'injustice, au régime de la publicité : ce sont celles qui appartiennent aux contractants incapables ou victimes d'une violence ou d'une erreur. Mais, pour ces actions elles-mêmes, la loi cherche à pourvoir d'une autre manière à l'intérêt des tiers acquéreurs : c'est en rendant plus courte la prescription par laquelle ces actions s'éteignent, et plus courte aussi la prescription par laquelle l'acquéreur consolide sa pro-

¹ A proprement parler, dans la loi italienne, le survivant des père et mère n'est pas un *tuteur*, comme chez nous, mais un administrateur légal; toutefois, comme ses pouvoirs sont presque aussi restreints que ceux d'un tuteur, la différence réelle c'est qu'il est affranchi de l'hypothèque légale qui ne pèse que sur les tuteurs proprement dits. Cpr. Code italien, 241 et suiv.

² Code italien, 1970. Cpr. Code Napoléon, 2123.

³ Code italien, 1982, 1936, 1992.

⁴ Il est juste de remarquer que la publicité des hypothèques légales était déjà établie, sous les lois antérieures, dans plusieurs États italiens. *Motu proprio* du 10 novembre 1834, art. 132. Loi de Toscane du 2 mai 1836, art. 434. Code sarde de 1837, art. 2215.

⁵ Code italien, 1933, 3°. Cpr. 1080, 1088, 1235, 1308, 1511, 1553, 1787.

priété. A une époque où, comme l'a dit l'un des rapporteurs du nouveau code ¹, tout progrès dans la vie sociale se traduit en une conquête sur l'espace ou sur le temps, ne convenait-il pas d'abrégier les délais qui doivent affranchir la propriété et la purger de tous droits clandestins? C'est ce qu'a fait le nouveau code : il limite à une durée de cinq ans les actions en nullité pour cause d'incapacité, d'erreur, de violence, et, en général, toutes actions rescisoires et révocatoires ; il n'accorde que deux ans pour la revendication des choses mobilières ; il réduit à dix ans la prescription avec titre et bonne foi, même en cas d'absence du propriétaire ; enfin il renferme la prescription trentenaire dans des limites inflexibles et supprime toutes les causes de suspension qui pouvaient indéfiniment en prolonger le cours ².

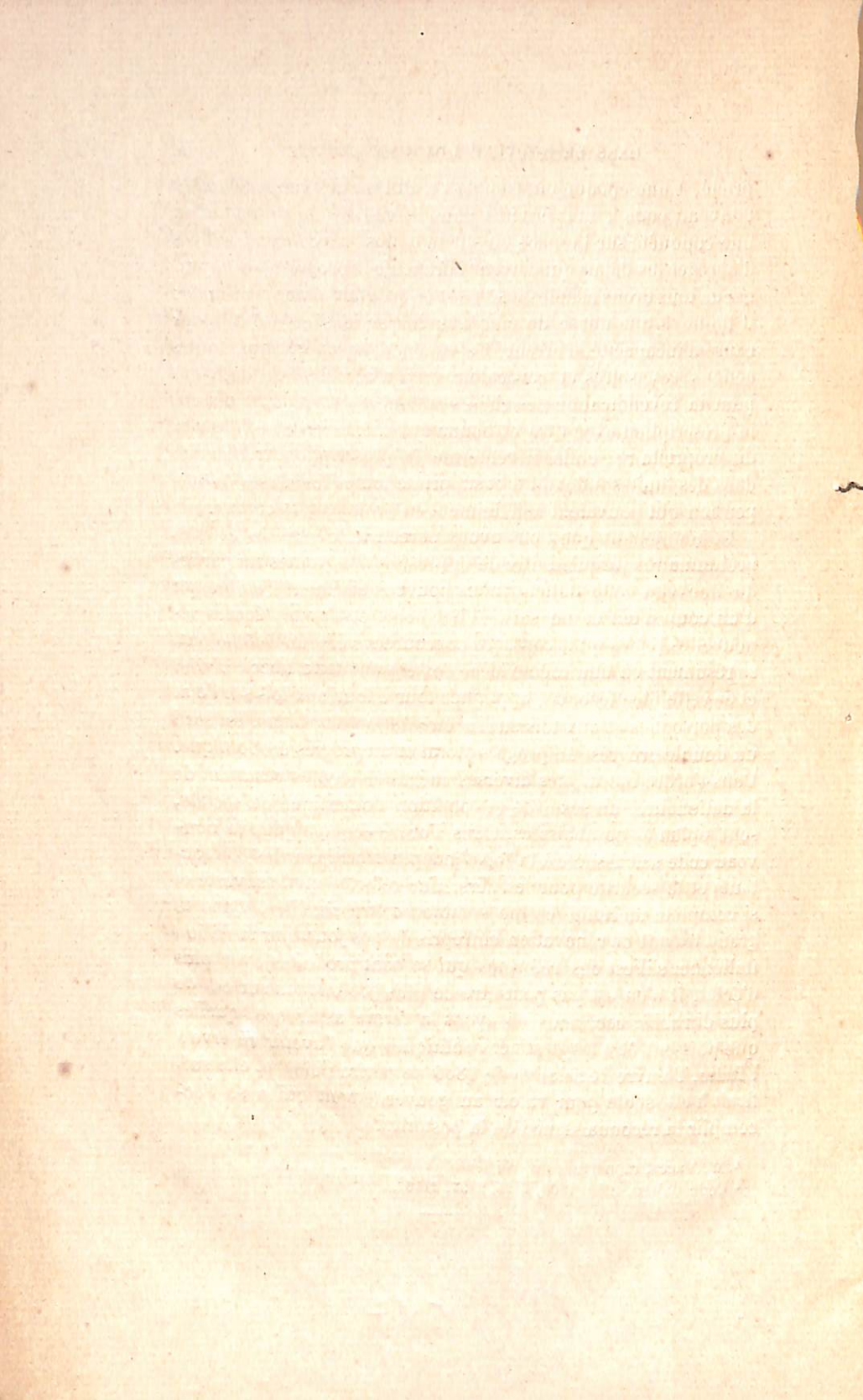
Et maintenant que nous avons parcouru, depuis les articles préliminaires jusqu'au titre de la prescription, toutes les parties du nouveau code italien, nous pouvons aisément l'embrasser d'un coup d'œil et en saisir l'harmonie et l'unité. Toutes les nouvelles règles qu'il consacre concourent vers un même but, se résument en une même idée, l'extension de la liberté civile ; et de cette idée féconde, appliquée tour à tour aux lois sur l'état des personnes et aux lois sur la circulation des biens, est sorti un double progrès, un progrès moral et un progrès économique. Dans l'ordre moral, les diverses inégalités civiles résultant de la nationalité, du sexe, de la condition domestique ou sociale, sont aplanies ou abaissées. Dans l'ordre économique, le nouveau code sait assurer à la fois l'indépendance pour les contractants et la sécurité pour les tiers. Une réforme civile si vaste et si complète méritait, ce me semble, d'être signalée. Dans le grand travail de rénovation entrepris de nos jours par la nation italienne, s'il est des réformes qui se sont produites avec plus d'éclat, il n'en est pas peut-être de plus profonde ni surtout de plus durable ; car, nous en avons la ferme assurance, quelles que puissent être les destinées politiques que l'avenir réserve à l'Italie, l'œuvre législative de 1866 ne périra point, et elle suffirait à elle seule pour valoir au gouvernement qui a su l'accomplir la reconnaissance de la postérité.

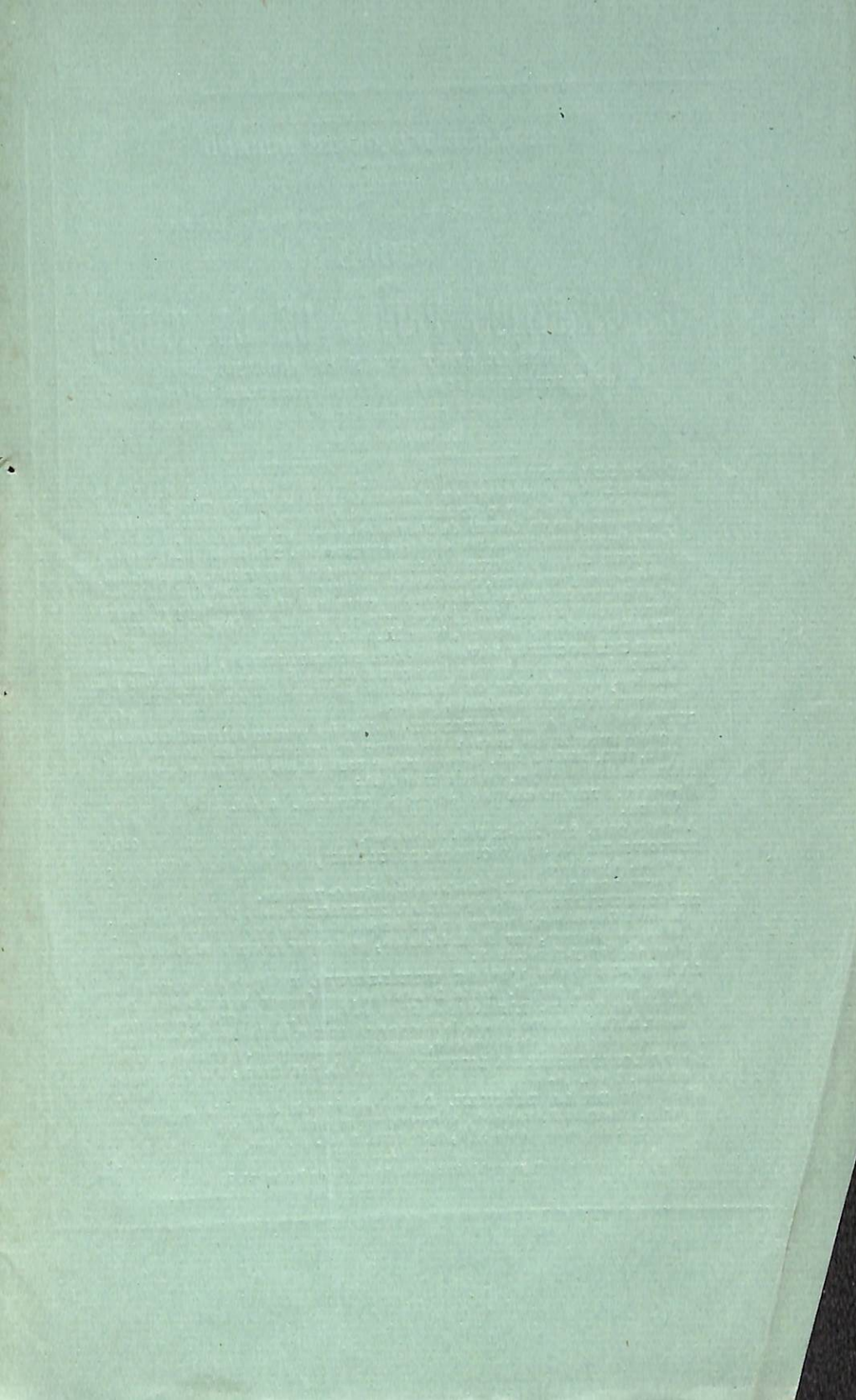
¹ M. Vacca, rapporteur du troisième livre.

² Code italien, 1090, 1300, 2121, 2137, 2146.



115566





LIBRAIRIE D'AUGUSTE DURAND

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR

pour paraître prochainement :

ÉTUDE

SUR

LA CONDITION PRIVÉE DE LA FEMME

DANS LE DROIT ANCIEN ET MODERNE

ET EN PARTICULIER SUR LE SÉNATUS-CONSULTE VELLÉIEN

Mémoire couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.

Un volume in-8°.

RÈGLES DE LA PROFESSION D'AVOCAT, suivies : 1° des usages, lois et règlements; 2° des précédents du Conseil de l'ordre des avocats à la Cour impériale de Paris, avec Commentaires et Observations, par M. MOLLOT, ancien membre du Conseil de l'ordre et conseiller honoraire à la même Cour. Deuxième édition, revue et très-augmentée. 2 forts vol. in-8. 16 fr.

AMÉRIQUE LATINE. Recueil historique complet des traités, conventions, capitulations, armistices, questions de limites et autres actes diplomatiques et politiques de tous les Etats compris entre le Golfe du Mexique et le Cap Horn, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, par M. Charles CALVO. — Première période : LIMITES, tome IX, in-8. 15 fr.

REVUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES DES DÉPARTEMENTS, publiée par le Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes sous les auspices du ministère de l'instruction publique depuis 1865. Bulletin mensuel. Prix de l'abonnement annuel. 9 fr.

MÉMOIRES LUS A LA SORBONNE pendant les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes en 1861, 1862, 1863, 1864 et 1865. Recueil publié sous les auspices du ministère de l'instruction publique, divisé comme suit :

HISTOIRE, PHILOGIE ET SCIENCES MORALES. 4 vol. in-8. Prix du volume. 9 fr.

ARCHÉOLOGIE. 4 vol. in-8. Prix du volume. 9 fr.

HISTOIRE DE LA JURIDICTION CONSULAIRE, par M. Ernest GENEVOIS, avocat. 1 vol. in-8. 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie de législation de Toulouse.

DU CONSENTEMENT DES ÉPOUX AU MARIAGE d'après le droit Romain, le droit Canonique, l'ancien droit Français, le Code Napoléon et les législations étrangères, par M. E. GLASSON, professeur agrégé à la Faculté de droit de Nancy. 1 vol. in-8. 6 fr.

LA LIBERTÉ DANS L'ORDRE INTELLECTUEL ET MORAL. Etudes de droit naturel, par M. Emile BEAUSSIRE, professeur à la Faculté des lettres de Poitiers. L'individu et l'Etat, la famille, la liberté d'enseignement, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté d'association, la propriété : propriété matérielle, propriété intellectuelle. 1 vol. in-8. 7 fr.

LA PHILOSOPHIE DE LA LIBERTÉ, par M. Ch. Secrétan : l'Idée. Seconde édition. 1 vol. in-8. 5 fr.

ARCHIVES DE LA BASTILLE. Documents inédits recueillis et publiés par M. François RAVAISSON, conservateur adjoint de la bibliothèque de l'Arsenal : règne de Louis XIV, 1659-1661. 1 vol. gr. in-8. 9 fr.